

Discours de Martin Schulz sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

Source: Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles - Belgique.

Conseil européen / Présidence luxembourgeoise 2005- Bruxelles: Parlement européen - Division de l'Audiovisuel [Prod.], 22.06.2005. Parlement européen, Bruxelles. - VIDEO (00:07:50, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_martin_schulz_sur_le_bilan_de_la_presidence_luxembourgeoise_du_conseil_europeen_bruelles_22_juin_2005-fr-02b5b044-7999-45ad-b15c-67db17755910.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Discours de Martin Schulz sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

[Martin Schulz] Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est avec une grande émotion que nous avons analysé le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil. Le discours que nous avons entendu était formidable, non seulement en raison de la personnalité de l'orateur, mais aussi en raison de son extraordinaire franchise. Voilà onze ans que je suis député européen et jamais je n'ai entendu un président en exercice d'un Conseil européen s'exprimer avec autant de franchise. Je remercie la présidence pour cette franchise, car elle permet à l'Assemblée d'en savoir davantage et par conséquent de mieux analyser les événements du week-end dernier. Beaucoup de choses se sont passées et je voudrais répéter d'emblée les propos que vous avez tenus, Monsieur le Président en exercice, à savoir que c'est un échec pour l'Europe. Vous avez entièrement raison. Vous avez ensuite déclaré que c'était également un échec pour la présidence en exercice, mais là vous vous trompez. Tous ceux qui vous ont vu pendant le week-end - et nous vous avons tous vu - ont compris que ce n'était pas un échec pour la présidence en exercice du Conseil. Il est peut-être prématuré de porter un jugement, mais je suis convaincu que nos successeurs classeront M. Jean-Claude Juncker au nombre des grands Européens. Nous vous en sommes reconnaissants. Après 60 heures de négociations - et ensuite une entrevue de 15 minutes avec un des participants -, nous comprenons l'amertume dont était empreint votre discours, car il est évident que ce sommet a montré qu'il était temps que l'Union européenne mette les points sur les i. L'Europe est effectivement dans une situation de crise, mais ses chefs d'État ou de gouvernement le sont aussi. Le fait est que, pendant des années, ceux qui tenaient les rênes du pouvoir en Europe - à savoir le Conseil européen, les chefs d'État ou de gouvernement - ont invariablement adopté la même attitude. Les vainqueurs, c'étaient eux; les vaincus, c'étaient les bureaucrates de Bruxelles. Le sommet du week-end dernier a clairement montré qu'on peut désormais mettre un nom sur ce qui a causé la perte de l'Europe: le particularisme de certains chefs d'État ou de gouvernement qui estiment que c'est en pensant à soi qu'on sert les intérêts de tous. Les parlements sont là pour exprimer les sentiments de la population et vous avez raison de déclarer que la haute diplomatie n'y a pas sa place; c'est au sein des parlements que la vérité doit être dite. Vous avez eu le mérite aujourd'hui, Monsieur Juncker, de dire les choses telles qu'elles sont et d'appeler les choses par leurs noms. Nous avons des leçons à en tirer et une leçon importante consiste à constater que deux institutions sur les trois ont fait leur travail: la Commission a présenté sa proposition en matière de perspectives financières et le Parlement s'est prononcé à ce sujet; le Conseil, par contre, s'est montré incapable d'aboutir à un accord. Deux institutions sur les trois qui participent au trilogue ont fait leur devoir. Le Conseil ne l'a toujours pas fait et nous attendrons. Il est inadmissible que chaque personne autour de la table des négociations déclare «J'ai raison». La personne suivante déclare ensuite «Moi aussi, j'ai raison». La troisième personne déclare également «C'est bien possible, mais j'ai raison». Je ne vois pas comment de telles personnes pourraient obtenir un résultat utile pour l'Europe. Surtout, je ne vois pas comment un chef de gouvernement - quel que soit le pays - puisse déclarer «J'ai des objectifs bien précis» et qu'ensuite il agit de manière à saboter les instruments nécessaires à la réalisation de ces objectifs. Cela m'échappe et je ne crois pas que l'Assemblée se laissera faire. Qu'impliquent les perspectives financières? Elles impliquent que chacun fasse un pas. Nous savons évidemment que la capacité de survie de notre continent dépend de la manière dont nous parviendrons à promouvoir l'innovation, la recherche et les technologies, et que ce sont là des éléments essentiels du processus de Lisbonne. Nous savons évidemment aussi qu'il nous faut de l'argent pour réaliser ces objectifs et que cet argent doit être réaffecté. Alors, si tout le monde le sait, pourquoi n'y arrivons-nous pas? Permettez-moi de vous donner mon opinion tout à fait personnelle et de vous dire ce que j'en pense: la raison de cet échec résulte du fait qu'une nouvelle fois ce week-end, la politique européenne n'a pas été le facteur déterminant. On a bien sûr parlé de l'avenir de l'Europe, mais la plupart des discours concernaient la politique intérieure. Nous savons tous que parmi les États membres de l'Union figure une grande île où les contraintes imposées par la politique intérieure limitent le champ de manœuvre. Nous savons également qu'il y a dans l'Union un grand pays continental dans lequel l'agriculture détermine les résultats des élections. Il y a probablement beaucoup d'autres aspects liés à la politique intérieure en plus de ces deux-là, et nous Européens devons en accepter les effets sur la politique européenne. Unissons-nous donc au sein de l'Assemblée pour faire savoir que nous n'acceptons plus cette situation, car elle sera la perte de l'Europe! Le président mérite tous nos éloges pour avoir clairement affirmé son rôle en Europe. Monsieur Barroso, vous êtes en effet le gardien des traités européens. Personne ne pourra faire en sorte que le traité de Nice serve de base à une zone de libre-échange; il est peut-être imparfait, mais il a amené le processus d'intégration bien

trop loin pour que ce soit possible, et si vous voulez défendre un approfondissement de l'intégration européenne, l'Assemblée sera toujours à vos côtés. Ce que les citoyens européens attendent désormais, ce sont des signaux émanant de l'Europe. Nous avons effectivement besoin du marché, nous avons effectivement besoin d'une concurrence interne et externe, mais les électeurs néerlandais et français qui ont voté «non» l'ont fait entre autres parce qu'ils craignaient que ce marché, cette concurrence ne porte atteinte à leur système de sécurité sociale et détruise ce qui a été construit pendant plusieurs décennies. Sur un plan pratique, le groupe socialiste au Parlement européen a présenté un plan en cinq points indiquant de quelle manière vous pourriez contribuer à faire adopter la directive sur le temps de travail ainsi que la directive sur les services en tant que législation sociale plutôt qu'antisociale. Il vous permettra de témoigner de la position de la Commission. Nous avons entendu un grand discours de la part d'un grand président en exercice. Non seulement le président en exercice, mais également l'équipe luxembourgeoise dans son ensemble, ont réalisé un travail énorme - et le président de la Commission l'a très justement déclaré. Je tiens à vous en remercier, Monsieur Juncker, ainsi que M. Schmit et tous ceux et celles avec qui nous avons collaboré au cours de ces six derniers mois. Je crois que nous pouvons tous déclarer que nous avons eu un très grand plaisir de travailler avec la présidence luxembourgeoise. Il n'est pas toujours si agréable dans la vie politique de confronter des opinions divergentes. Je vous remercie pour votre discours et je pense pouvoir me faire le porte-parole de nombre de mes collègues pour dire que j'attends demain avec beaucoup d'impatience.